



HAL
open science

Enquête sur les dons et le bénévolat en France; Synthèse

Edith Archambault, Judith Boumendil

► **To cite this version:**

Edith Archambault, Judith Boumendil. Enquête sur les dons et le bénévolat en France; Synthèse. [Rapport de recherche] Laboratoire d'économie sociale devenu Centre d'économie de la Sorbonne. 1997. halshs-01612867

HAL Id: halshs-01612867

<https://shs.hal.science/halshs-01612867v1>

Submitted on 8 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Édith ARCHAMBAULT

Professeur à l'Université de Paris I
Directeur du Laboratoire d'économie sociale

Judith BOUMENDIL

Chargée d'études
Laboratoire d'économie sociale

**ENQUÊTE SUR LES DONS
ET LE BÉNÉVOLAT EN FRANCE**

- 1997 -

SYNTHÈSE

**Fondation de France
Laboratoire d'économie sociale**

La Fondation de France a été créée il y a près de trente ans pour favoriser le développement de la générosité. En 1991, elle décidait avec le Laboratoire d'économie sociale de lancer la première enquête sur les dons et le bénévolat, alors que la connaissance statistique dans ce domaine était totalement inexistante. Cette étude permit de disposer des premières données globales sur les caractéristiques des donateurs et des bénévoles, sur les montants collectés, les heures travaillées et les domaines destinataires.

Observatoire des générosités, la Fondation de France a choisi de reconduire cette enquête régulièrement pour apprécier l'évolution de ces phénomènes essentiels pour comprendre les évolutions et enjeux du monde associatif.

Ce document présente les principaux résultats de la troisième vague de cette enquête conçue et analysée, comme les deux précédentes, par le Laboratoire d'économie sociale (Unité de recherche associée au CNRS) à partir d'une enquête de terrain conduite par l'Institut de sondages Lavalie. L'enquête, dont la méthode est identique et le questionnaire enrichi de nouvelles questions, porte sur un échantillon national représentatif de 2000 personnes âgées de plus de 18 ans. Il est établi à partir de la méthode des quotas portant sur la catégorie socioprofessionnelle, l'âge, le sexe, et l'activité de la femme.

Comme les précédents, les résultats doivent être considérés avec prudence, et plutôt comme des ordres de grandeur, car ils sont fondés sur les déclarations des individus et non sur des comportements observés ou sur les déclarations des organisations réceptrices.

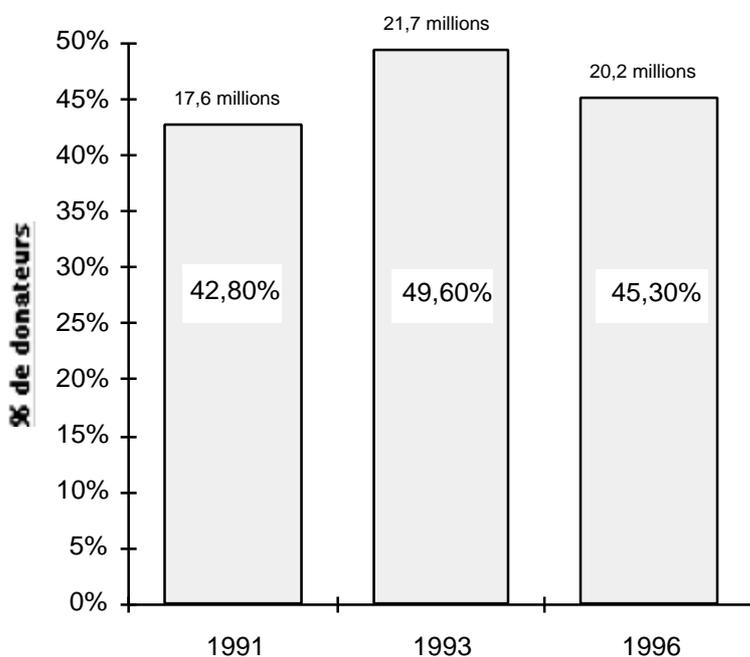
SOMMAIRE

1. Donateurs et bénévoles : combien sont ils ?
2. Les obstacles à la générosité
3. Les dons et le bénévolat : quel poids économique ?
4. Qui sont les donateurs et les bénévoles ?
5. Éléments pour une comparaison internationale

1. Donateurs et bénévoles : combien sont ils ?

Au cours de l'année 1996, **45,3 %** des personnes interrogées ont déclaré avoir fait au moins un don à une ou plusieurs organisations. Par rapport à 1993, année de référence de la précédente enquête, la **chute du nombre de donateurs est sensible, de l'ordre de 9%** (Graphique I). Si on extrapole à la population française de plus de 18 ans, on compterait, sous toutes réserves, **20 millions 190 000** donateurs, contre **21 millions 675 000 en 1993**, soit près d'**1,5 million de donateurs en moins**.

Graphique I : Evolution du pourcentage et du nombre extrapolé de donateurs 1990-1996



Source : Enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1991-1994-1997

Ce mouvement à la baisse, prévu par les organisations collectrices et cohérent avec d'autres estimations, a diverses explications. En premier lieu, le scandale de l'Association pour la Recherche contre le Cancer (ARC) a véritablement ébranlé l'ensemble du monde associatif, même si le succès du dernier Téléthon et différents sondages tendraient à montrer que le scandale n'a pas nui à la réputation des autres associations. A cette relative perte de confiance s'ajoutent des causes conjoncturelles : malgré une légère reprise économique, la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le climat de morosité lié à l'augmentation du chômage, mais aussi une pression fiscale accrue, notamment sur les retraités, traditionnels donateurs, sont autant de freins au don et poussent probablement au recentrage sur l'entraide et les transferts familiaux. Les mesures d'augmentation de la

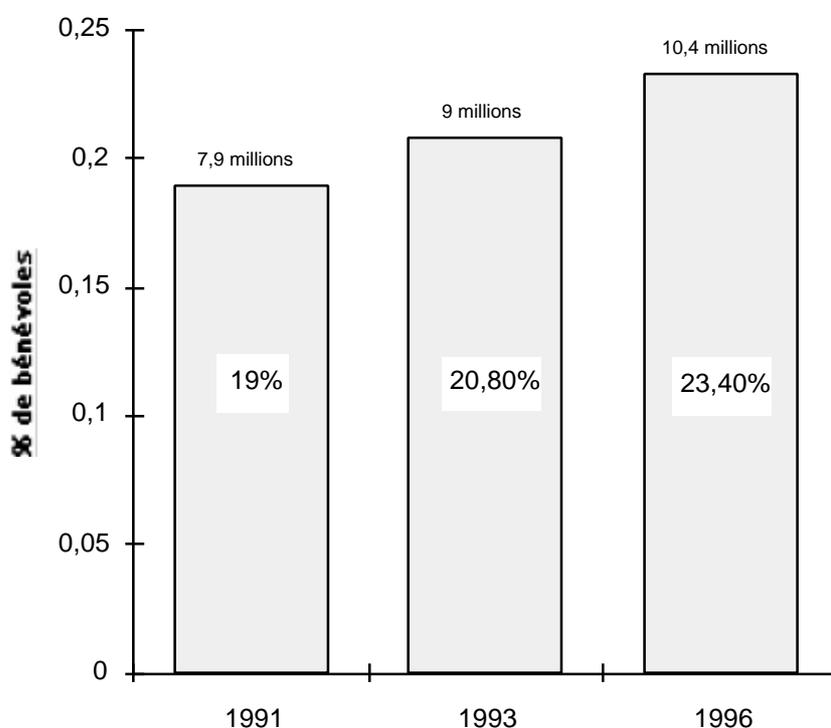
déductibilité fiscale des dons ont sans doute joué en sens inverse mais leur impact sur l'année 1996 est faible (mesures datant du 24 Juin 1996, délai nécessaire à la publicité de ces mesures) et il faudra attendre les années ultérieures pour en mesurer les effets.

Le "don moyen" par donateur a lui aussi subi une baisse de l'ordre de 12%. Il se situe autour de **600 F**, et demeure toutefois supérieur à celui qu'on constatait en 1990. Bien sûr, cette moyenne cache une grande diversité des sommes versées.

A l'inverse du nombre de donateurs, **le nombre de bénévoles a sensiblement progressé en trois ans**, et *a fortiori* en six ans (Graphique II). Au cours de l'année 1996, **23,4% des personnes interrogées**, soit près d'un français sur quatre, ont en effet déclaré avoir travaillé bénévolement, au sens le plus large, pour une ou plusieurs organisations. La progression **est de 12%** par rapport à 1993 et de 23% par rapport à 1990.

L'extrapolation à la population française de plus de 18 ans donne **10 millions 400 000 bénévoles**, soit plus d'1 million 400 000 bénévoles de plus qu'en 1993.

Graphique II : Evolution du pourcentage et du nombre extrapolé de bénévoles 1990-1996



Source : enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1991-1994-1997

Les résultats de la dernière enquête confirment cette montée constante de la place du travail bénévole constatée en 1993. Mieux formés et informés, les français semblent de plus

en plus désireux de prendre en charge leurs propres problèmes, d'agir sur leur environnement social au sens large. Les acteurs les plus dynamiques sont ainsi orientés vers l'action concrète de proximité et les circuits courts de solidarité.

La progression de la durée moyenne de travail bénévole témoigne de ce mouvement : de **20 heures mensuelles, elle passe à près de 23 heures**, soit environ 4,5 heures par semaine. Là encore, précisons que le niveau d'implication est très variable suivant les bénévoles : 1/5 ne sont occupés que quelques heures par mois (moins de 5 heures), tandis que 4,3% d'entre eux travaillent bénévolement l'équivalent d'un mi-temps ou plus. Ce noyau dur de bénévoles représente environ 450 000 personnes.

Enfin, les résultats de l'enquête tendent à relativiser certains discours évoquant l'inconstance ou le "zapping militant" des bénévoles. Un bénévole sur deux déclare travailler pour une même organisation depuis plus de cinq ans. Les bénévoles sont aussi plutôt exclusifs, 62% ne travaillant que pour une organisation. Enfin, l'activité bénévole est régulière — en moyenne huit mois et demi dans l'année.

2. Les obstacles à la générosité

Ainsi, au cours de l'année 1996, **54% des français ont fait un don**, de leur temps, ou de leur argent. Comme en 1990 et 1993, la complémentarité de ces deux formes de don est très nette : en 1996, six bénévoles sur dix ont aussi fait des dons. Symétriquement, un donateur sur trois a eu une activité bénévole.

Mais si quelques 25 millions de français ont donné en 1996 du temps ou de l'argent, (et si plus de 6 millions d'entre eux ont été à la fois donateurs et bénévoles), le reste de la population, soit **46% des français, n'ont pas même donné un franc ou une heure de leur temps**. Si l'on interroge ces "non-donateurs", on constate que c'est bien évidemment l'absence de revenus suffisants ou le manque de temps qui apparaissent comme les raisons les plus fréquemment citées (une personne sur deux). Ensuite, on souligne sa préférence pour une solidarité directe, de proximité ou simplement intra-familiale : les "non-donateurs" préfèrent aider directement des personnes en difficulté (24%) ou même leurs proches (40%), tandis que les "non-bénévoles" disent préférer accorder du temps aux personnes de leur entourage. Les critiques vis à vis du monde associatif n'apparaissent qu'en troisième position et sont rarement citées spontanément en première réponse : la méfiance à l'égard des associations éloigne 30% des "non donateurs", tandis que 17% des "non-bénévoles" considèrent que le bénévolat est susceptible de prendre la place d'emplois salariés. D'une

manière générale, l'argument selon lequel l'"État doit prendre en charge les problèmes d'intérêt général" n'est pas cité de manière prioritaire.

3. Dons et bénévolat : quel poids économique ?

En 1996, extrapolé à la population française adulte, le montant total estimé des contributions des français se serait élevé, sous toutes réserves, à **11,1 milliards de francs, soit une baisse de plus de 20% par rapport à 1993**. Le montant estimé des dons en 1996 reste toutefois supérieur à celui de 1990 (9,5 milliards de francs). Si l'on exclut les dons aux associations professionnelles et aux Églises, hors du champ traditionnel du secteur associatif français, le montant total des dons s'élève à **7,8 milliards de francs**.

Soulignons à ce sujet que les **dons considérés dans cette enquête sont totalement désintéressés pour plus d'un donateur sur deux (55%)**. En effet, **seuls 36% des donateurs déclarent à l'administration fiscale l'ensemble de leurs dons**. On comprend donc mieux la différence entre les données obtenues par enquête directe auprès des individus (qui certes surévaluent assurément les sommes versées, le don étant socialement valorisé), et les sommes déclarées à la Direction générale des impôts : 4,9735 milliards de francs en 1995 ¹.

En effet, outre les 33% de donateurs qui se déclarent non imposables et n'ont donc aucun intérêt à déclarer leurs dons, six donateurs sur dix n'utilisent pas toujours les dispositions prévues par la loi, pour de multiples raisons : parce qu'ils égarent leurs justificatifs (9%), trouvent trop compliqué de déclarer leurs dons (6%), ne sont pas suffisamment informés (6%)... Mais surtout, 41% des donateurs ne déclarent pas des sommes qu'ils considèrent comme faibles, résultat qui explique en partie pourquoi le don moyen déclaré aux oeuvres à la Direction générale des Impôts — 1069 F — est si nettement supérieur à notre chiffre.

Cette nouvelle question sur le comportement fiscal des français montre bien que ces deux sources ne sont pas incompatibles, de nombreux dons échappant à la déclaration.

Le travail bénévole total représenterait l'équivalent d'environ **1 116 000 emplois en équivalent temps plein**, soit près de 5 % des emplois rémunérés en France. Si l'on exclut les Églises et les associations professionnelles, on est proche de **955 000 emplois en équivalent temps plein**. Ainsi, le bénévolat représenterait un poids équivalent à celui des effectifs salariés du secteur associatif français. Sans chercher à calculer la "valeur monétaire" de ce travail gratuit, on peut sans risque avancer que les bénévoles sont une

¹ Voir à ce sujet les deux études réalisées par Jacques Malet et Martine Mikolajczyk : *La générosité des Français. Étude sur les dons déclarés (1990-1994 et actualisation 1995)*. Collection Réflexion. Fondation de France.

ressource beaucoup plus importante pour la bonne marche des associations que les dons. Par rapport à 1993, la progression serait de l'ordre de 300 000 emplois, soit environ **135 000 emplois supplémentaires** si on exclut les Églises et les associations professionnelles. C'est une évolution considérable sur une période aussi brève, qui indique une mutation des comportements.

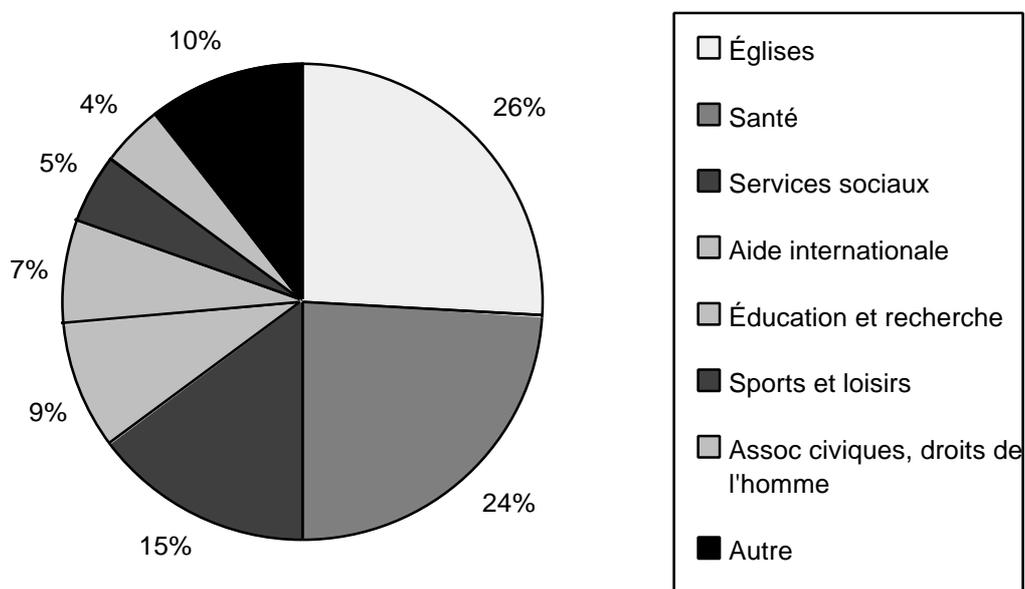
Tableau I : Nombre de donateurs et montant des dons par domaines d'activité
Estimation - 1996

	Nombre de donateurs	Montant des dons	Part dans le montant total des dons (%)
Culture et arts	624 000	287 623 000	2,6
Sports et loisirs	1 270 000	524 552 000	4,7
Éducation et recherche	2 629 000	796 689 000	7,2
Santé	9 292 000	2 638 872 000	23,8
Services sociaux	5 281 000	1 658 219 000	14,9
Environnement	490 000	144 613 000	1,3
Logement, développement local	357 000	85 208 000	0,8
Associations civiques, droits de l'homme	1 159 000	464 635 000	4,2
Fondations	446 000	202 325 000	1,8
Aide internationale	2 317 000	961 713 000	8,7
Associations professionnelles	847 000	424 214 000	3,8
Églises	3 342 000	2 907 866 000	26,2
Ensemble	20 190 000 *	11 096 529 000	100%

Source : enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1997.

* Le nombre de donateurs par domaines est différent du nombre total de donateurs, certains ayant donné à plusieurs domaines. Nous avons repris ici le nombre total de donateurs.

Graphique III : Répartition des dons suivant le montant annuel



Source : enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1997.

Les dons demeurent polarisés sur les grands domaines traditionnels : 50% des sommes versées vont aux **Églises et mouvements religieux** (associations confessionnelles, enseignement religieux) ou à la **santé** (recherche médicale, surtout, et associations de malades). Selon notre estimation, ces deux domaines recueilleraient chacun environ 1/4 des dons.

Les **services sociaux** (associations caritatives, établissements et services destinés aux personnes âgées, handicapés, enfants et familles en difficulté...), ensuite, reçoivent 15% de l'ensemble des dons.

Viennent ensuite l'**aide internationale** (aide humanitaire), puis l'**éducation et la recherche** (instituts de recherche, associations de parents d'élèves, périscolaires, écoles privées...).

Les **sports et les loisirs** et les **associations civiques et de défense des droits** (lutte contre le racisme, défense des victimes, défense des droits des minorités) récoltent chacun environ 5% des dons.

Les cinq autres domaines d'activité proposés par le questionnaire (culture et arts, environnement, logement et développement local, fondations et associations professionnelles) ne récoltent que 10% des dons.

Par rapport à 1993, **trois domaines progressent** dans la répartition des domaines : les **Églises et mouvements religieux** (de 21,5% à 26%), les associations professionnelles (de 1,5% à 3,8%), et les **associations civiques et de défense des droits** (de 1,7% à 4,2%).

Pour les Églises, comme les associations professionnelles, c'est surtout le montant des contributions qui augmente, le nombre de donateurs étant relativement stable, et même en baisse pour les mouvements religieux (de près d'un million). A l'inverse, les associations civiques auraient vu leur nombre de donateurs doubler entre 1993 et 1996 (+ 500 000). On comprend aisément la progression de la place de ce type d'associations cette année : les mouvements anti-racistes, le mouvement des sans-papiers, ont été particulièrement actifs en 1996.

- la part de l'éducation et la recherche (de 10% à 7%), et surtout des services sociaux (de 20,5% à 15%) diminue. Pour l'éducation et la recherche, on constate en effet un effondrement du nombre de donateurs (presque divisé par deux en trois ans), en partie explicable par les dons aux instituts de recherche médicale, souvent classé en santé par les donateurs, mais qui figurent pour certains en éducation et recherche. Le rôle de l'affaire de l'ARC est ici probable. La baisse du poids des services sociaux s'explique uniquement par une forte chute du montant des dons, le nombre de donateurs étant stable. On sait en effet que ce domaine compte beaucoup de donateurs au sein des couches moyennes de la population, plus sensibles au contexte économique.

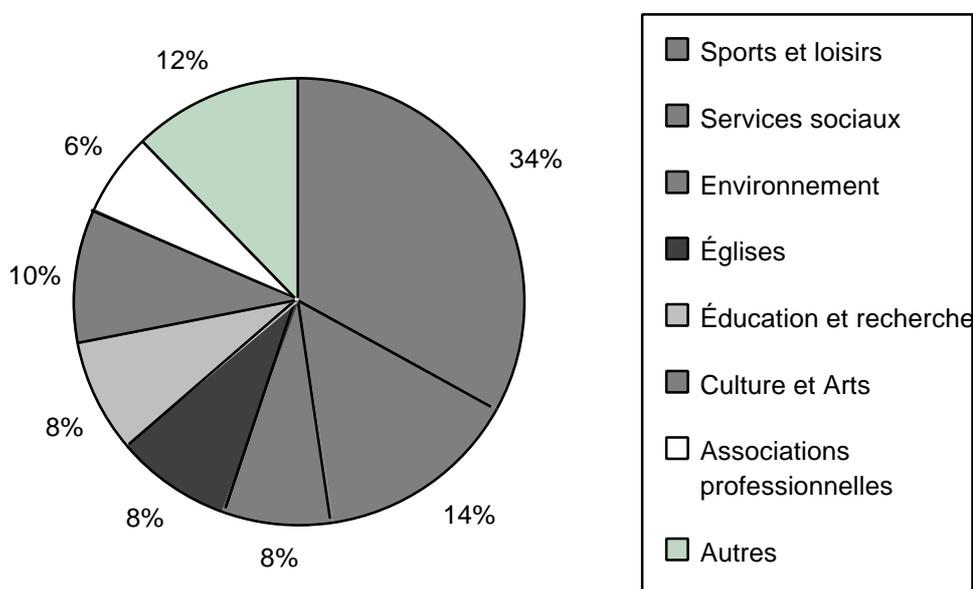
**Estimation du nombre de bénévoles et nombre qu'ils représentent
en emplois équivalent temps plein, par domaines d'activité - 1996**

	Nombre de bénévoles	Estimation du nombre d'emplois équivalent temps plein	Part dans le nombre total d'emplois estimés (%)
Culture et arts	1 426 000	109 000	9,8%
Sports et loisirs	3 632 000	370 000	33,1%
Éducation et recherche	2 005 000	91 000	8,1%
Santé	713 000	34 000	3,1%
Services sociaux	1 225 500	161 000	14,4%
Environnement	536 000	89 000	8,0%
Logement, développement local	468 000	40 000	3,6%
Associations civiques, droits de l'homme	401 000	19 000	1,7%
Fondations	134 000	11 000	1,0%
Aide internationale	334 000	31 000	2,8%
Associations professionnelles	735 000	68 000	6,1%
Églises	958 000	93 000	8,3%
Ensemble	10 400 000*	1 116 000	100,0

Source : enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1997.

* Le nombre de bénévoles par domaines est différent du nombre total de bénévoles, certains ayant travaillé bénévolement dans plusieurs domaines. Nous avons repris ici le nombre total de bénévoles.

Graphique IV : Répartition du travail bénévole suivant la durée totale estimée de travail bénévole



Source : enquête L.E.S. - Fondation de France - I.S.L. 1997.

La destination du travail bénévole est très différente de celle des dons, comme le montre le graphique IV.

Le bénévolat s'oriente majoritairement vers le **secteur sportif et de loisirs**, qui totalise plus d'1/3 de la durée totale de travail bénévole (et l'équivalent de 350 000 emplois en équivalent temps plein). Ce domaine concerne l'animation de clubs sportifs et de loisirs, les clubs de troisième âge et les mouvements de jeunesse... Dans les communes rurales, en particulier, ces activités sont souvent le coeur de l'animation locale. Les **associations d'action sociale** arrivent en seconde position. On y retrouve les bénévoles des associations caritatives (secours catholique, secours populaire, restaurant du coeur...), les animateurs des centres sociaux, des foyers ruraux, clubs de prévention, les conseillers familiaux, les permanents des écoutes téléphoniques, les tuteurs bénévoles, les visiteurs des personnes âgées, isolées ou des établissements pour handicapés...

Quatre domaines ont un poids similaire, entre 8 et 10% de la durée totale de travail bénévole : les **associations culturelles**, le **secteur éducatif** (soutien scolaire, alphabétisation, bénévolat des associations de parents d'élèves et de l'enseignement privé), **l'environnement** et **les Églises** (enseignement religieux, associations confessionnelles). Les **associations professionnelles** (syndicats, organisations professionnelles patronales, organisations d'agriculteurs), enfin, représentent 6% de la durée totale de travail bénévole. Les **autres domaines** (santé, fondations, l'aide internationale, le logement et

développement local et les associations civiques et de défense des droits) ont un poids très faible.

Par rapport à 1993, on constate une baisse relative de la part du domaine sportif, culturel et de loisirs (qui représentait 48% du bénévolat en 1993 contre 43% en 1996), ainsi qu'une baisse de la part du bénévolat destiné à la santé (surtout de la durée de leur engagement). A l'inverse, trois domaines progressent sensiblement : l'éducation et la recherche (qui voit pratiquement doubler son effectif de bénévoles), l'environnement (pour qui la durée moyenne de travail bénévole est toujours la plus élevée, autour de 25 heures par mois) et les associations professionnelles. La progression du bénévolat destiné au secteur éducatif s'explique surtout par la diffusion du soutien scolaire, favorisée par la politique de la ville.

4. Qui sont les donateurs et les bénévoles ?

On s'étendra peu sur les caractéristiques des donateurs et des bénévoles qui sont restées globalement stables depuis 1993.

Pour la population des donateurs, l'âge, le revenu, le niveau d'éducation et la pratique religieuse demeurent les variables les plus déterminantes.

La **proportion de donateurs augmente régulièrement avec l'âge**, jusqu'à 75 ans : on trouve près de 53% de donateurs parmi les personnes de 65 à 74 ans, contre seulement 36% chez les 25-34 ans. A signaler, le montant de la contribution, quant à lui, diminue assez sensiblement après 65 ans, fait nouveau par rapport à 1993, qui pourrait s'expliquer par une pression fiscale accrue sur ces ménages.

Les donateurs sont aussi **plutôt privilégiés économiquement** : les titulaires de revenus compris entre 15 et 20 000 F versent des sommes doubles de la moyenne.

On constate un clivage net entre les personnes de **niveau d'éducation** primaire ou non-diplômés, moins donateurs que la moyenne (30%) et les personnes de niveau d'éducation supérieur ou diplômés (66% de donateurs parmi les diplômés du supérieur).

C'est dans les ménages de **cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures** (60%), **professions intermédiaires** (54%) et **retraités** (52%) que la pratique du don est la plus courante, mais les cadres supérieurs verseraient, en moyenne, des sommes doubles de celles des professions intermédiaires. Le nombre de donateurs ainsi que le montant de la contribution augmentent régulièrement avec la **taille de la ville**.

Enfin, l'**appartenance et la pratique religieuse** exercent une forte incitation au don qui va bien au delà des seuls dons aux organisations religieuses : la moitié des personnes ayant une appartenance religieuse ont donné au cours de l'année 1996, contre une personne sur trois sans appartenance religieuse ; de même, le montant moyen des dons augmente

régulièrement avec le niveau de pratique religieuse : les pratiquants verseraient des sommes triples des personnes sans pratique.

Comme dans les précédentes enquêtes, et compte tenu de la complémentarité entre dons et bénévolat, la population des bénévoles ressemble à celle des donateurs. Elle est en effet aussi plutôt privilégiée culturellement et économiquement et l'appartenance et la pratique religieuse jouent également un rôle discriminant. Les catégories où l'on trouve le plus de bénévoles sont globalement les mêmes que pour les donateurs, même si les bénévoles se situent en moyenne à un niveau moins élevé dans la hiérarchie sociale que les donateurs. A noter aussi la progression du nombre de bénévoles parmi les étudiants (26,7%), déjà relevée en 1993, et qui montre bien que le bénévolat s'inscrit dans un processus de socialisation des jeunes, et qui traduit aussi la montée du soutien scolaire, forme de bénévolat où les jeunes sont fortement impliqués.

D'abord, alors que les comportements de don sont sensiblement identiques chez les hommes et les femmes, la **population des bénévoles demeure plus largement masculine** et surtout, comme en 1993, les hommes consacrent en moyenne cinq heures de plus à leur activité bénévole que les femmes. Le bénévolat sportif, dont on a pu mesurer l'importance, et celui lié aux associations professionnelles, expliquent en partie ce phénomène.

Les **bénévoles sont aussi en moyenne moins âgés que les donateurs** : la proportion de bénévoles a une évolution irrégulière mais culmine pour la tranche d'âge comprise entre 35 et 44 ans et décline ensuite, mais probablement moins que la plupart des autres pratiques sociales. Il faut signaler également que la durée moyenne mensuelle de bénévolat est maximum aux âges extrêmes. Si rien ne permet de conclure en faveur d'un gisement potentiel de bénévoles parmi les jeunes et les personnes âgées, on peut avancer qu'une fois engagées ces personnes ont tendance à être plus assidues.

C'est dans les **familles nombreuses** que la proportion de bénévoles est la plus élevée (32% pour les familles de cinq personnes et plus), mais la **présence d'enfants de moins de deux ans joue un rôle fortement désincitatif**. Comme en 1993, toujours, la **participation bénévole des personnes travaillant à temps plein et a fortiori à temps partiel** est nettement plus importante que celle des chômeurs et dans une moindre mesure des inactifs. Les chômeurs ont en effet souvent distendu les liens sociaux qui les amèneraient à s'engager.

Enfin, la **participation bénévole est d'autant plus forte que la taille de la commune est faible** (28% dans les communes de moins de 2000 habitants, contre 21% pour les plus de 100 000 habitants) alors que l'on observe l'inverse pour les dons. Dans les communes rurales, les associations jouent en effet un rôle fondamental dans l'animation locale.

5. Éléments pour une comparaison internationale

L'enquête 1993 avait été l'occasion d'une comparaison rapide entre les comportements français, allemand et américain. A l'étranger, les enquêtes sont encore assez peu fréquentes et utilisent souvent des méthodologies et des nomenclatures spécifiques qui rendent les comparaisons délicates.

On peut cependant dégager quelques éléments sur les dons et le bénévolat dans certains pays, qui dépendent avant tout de la nature et de l'organisation des différents secteurs sans but lucratif.

Un premier groupe de pays pourrait rassembler les **pays "rhénans"** (Allemagne, Autriche, Suisse, Belgique et Pays-Bas). Dans ces pays, le secteur associatif est généralement composé d'organisations anciennes, puissantes, et très professionnalisées, qui sont souvent intégrées au système de l'État-providence. Il ne repose donc que modérément sur le bénévolat, plus fort cependant aux Pays Bas et en Belgique. De même, le financement de ces organisations quasi publiques est principalement assuré par l'État et la Sécurité sociale, conformément au principe de subsidiarité. La participation des usagers est donc assez faible, ainsi que les dons.

Les **pays anglo-saxons** (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Irlande) reposent sur des organisations dites "volontaires", c'est-à-dire qu'on y insiste sur l'importance symbolique du bénévolat, fondée sur une longue tradition individualiste et puritaine d'initiative privée charitable. La culture associative, enracinée dans une longue histoire, est transmise par une socialisation précoce au volontariat considéré comme une composante reconnue de la société, qui s'apprend à l'intérieur même du système scolaire. Les sources de financement sont aussi très variées. En particulier, ces pays sont très innovants en matière de collecte de fonds : les loteries, boutiques charitables, placements éthiques, prélèvements sur salaires, chèque-don... ont été créés dans ces pays.

Basés sur un État providence fort, les **pays scandinaves** (Suède, Norvège, Finlande et Danemark) ont un secteur sans but lucratif d'origine récente reposant sur des organisations légères au service de leurs membres : les associations culturelles, récréatives, sportives, les organisations corporatives et professionnelles, ou les organisations de consommateurs sont les plus nombreuses. Elles bénéficient d'une participation bénévole élevée et forment souvent des groupes de pression.

Dans les pays de l'**Europe de l'Est**, le secteur sans but lucratif connaît presque partout une croissance spectaculaire depuis 1989. Les niveaux de dons et de bénévolat varient sensiblement suivant les histoires locales récentes.

Enfin, dans les **pays méditerranéens** (Italie, Espagne, Portugal), le secteur sans but lucratif est moins développé que les précédents, et d'origine assez récente, en raison d'une histoire tourmentée. Dans ces pays plus traditionnels, et plus ruraux, plus religieux, le bénévolat dit « formel » ou « encadré » est peu développé, car une entraide informelle s'exerce encore au niveau de la famille, de la paroisse, du village. Les dons y sont aussi assez faibles.

La **France** est aux confluents de ces multiples influences. Le mouvement de développement des dons et du bénévolat, constaté depuis 1990, s'inscrit dans un contexte de rattrapage par rapport aux pays anglo-saxons, et reflète probablement aussi un changement profond de mentalités, dans un contexte de crise.